

La crise alimentaire mondiale

Publié le:05/06/2008

Source: <http://www.larousse.fr/LaroussePortail/encyclo/XHTML/EUL.OnLine/explorer.aspx>

Une situation d'urgence:

Du mardi 3 au jeudi 5 juin 2008, se tient à Rome la Conférence internationale de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur la sécurité alimentaire. Initialement consacrée aux défis du réchauffement climatique et des bioénergies, la conférence s'est recentrée sur l'urgence actuelle : la crise alimentaire mondiale. Il s'agit, pour la cinquantaine de chefs d'État réunis, de trouver au plus vite le moyen d'arrêter la hausse des prix des denrées et de réduire le déficit de production agricole. Selon l'indice FAO des prix alimentaires, la moyenne des quatre premiers mois de l'année est supérieure de 53 % à celle de la même période en 2007. De l'Afrique aux Caraïbes en passant par l'Asie, les populations manifestent, parfois violemment, contre la flambée des prix des denrées alimentaires. Face à une production céréalière mondiale en baisse, le riz, le blé et le maïs sont devenus des produits presque aussi précieux que le pétrole ou l'or, et de ce fait des objets de spéculation de plus en plus appréciés par les marchés financiers internationaux. Sans possibilité de contrôle des cours des produits agricoles, les gouvernements semblent impuissants face aux spéculations boursières. Selon, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, le monde a besoin de 30 milliards de dollars par an pour éradiquer le fléau de la faim, qui touche 862 millions de personnes.

Conférence internationale de la FAO

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization*).

Créée le 16-10-1945 à Québec par 44 pays. La FAO est la première des institutions spécialisées de l'O.N.U.

Fonctionnement : elle est dirigée par la conférence des nations membres qui se réunit tous les deux ans pour mettre en place le plan et le budget des deux années suivantes. La conférence élit un conseil de quarante-neuf nations membres (pour trois ans, en rotation) et un directeur général (pour six ans).

Siège : Rome.

Missions : « améliorer les niveaux de nutrition, la productivité agricole et la qualité de vie des populations rurales et contribuer à l'essor de l'économie mondiale ».

Directeur général : Jacques Diouf (né le 01-08-1938 à Saint-Louis, Sénégal) depuis novembre 1993.

Budget (2008-2009) : 867,6 millions de dollars. Les États-Unis sont les plus gros contributeurs, suivis par le Japon et l'Allemagne.

Conférence du 3 au 5 juin à Rome.

Chefs d'État réunis : une cinquantaine, dont l'Argentine Cristina Kirchner, le Français Nicolas Sarkozy, le Brésilien Lula da Silva, l'Égyptien Hosni Moubarak, l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad, le Zimbabwéen Robert Gabriel Mugabe...

Autres personnalités : Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, et Dominique Strauss-Kahn, président du Fonds monétaire international (F.M.I.).

Objet de la conférence : relancer le processus de lutte contre la faim et la pauvreté. Adoption d'une déclaration commune à la fin du sommet.

Solutions proposées par l'O.N.U. et la FAO : à court terme, ces deux institutions veulent faciliter l'accès des plus vulnérables à la nourriture et aider à augmenter la production grâce à la distribution de semences et d'engrais. À plus long terme, elles préconisent la mise en place de moyens pour garantir le développement agricole des pays pauvres, en incitant à investir dans ce secteur et dans la recherche.

Engagement français : développer les agricultures locales et appeler à la mobilisation financière

internationale.

Création d'un groupe international pour la sécurité alimentaire : avec pour secrétariat la « cellule de crise » de l'O.N.U., il devrait permettre à toutes les grandes institutions et aux bailleurs de fonds (entreprises, gouvernements) de discuter d'enjeux cruciaux, comme la répartition des terres entre usages alimentaire et énergétique.

Création d'une plate-forme scientifique dédiée à la sécurité alimentaire, sur le modèle du Groupe international d'étude sur le climat (G.I.E.C.).

La flambée des prix des denrées alimentaires.

Les faits.

- Hausse de l'indice des prix des matières premières (selon la FAO) : 37 % entre décembre 2006 et décembre 2007.
- Hausse des prix des denrées alimentaires (selon la Banque mondiale) : 83 % entre 2004 et 2007.
- Hausse du prix moyen d'un repas de base : 40 % en un an (2007/2008).

Les pays en crise:

Continent américain.

- Mexique : augmentation de 30 % de la tortilla entre 2004 et 2007.
- Haïti : hausse de 50 à 100 % des prix des denrées alimentaires par rapport à 2007.
L'importance de la crise alimentaire a provoqué la destitution du Premier ministre Jacques Édouard Alexis le 12-04-2008.
- Autres pays touchés : Nicaragua, Équateur et Bolivie.

Continent africain.

- Côte d'Ivoire : les prix du riz en mars 2008 ont plus que doublé par rapport à leur niveau un an plus tôt.
- Sénégal : les prix du blé en février 2008 ont été multipliés par deux par rapport à ceux constatés un an auparavant, pendant que le sorgho augmentait de 56 %.
- Nigéria : sur le marché sous-régional important de Dawanau, les prix du sorgho et du millet ont doublé sur les cinq derniers mois.
- Somalie : en 2007, dans le nord du pays, le prix de la farine de blé a presque triplé.
- Soudan : à Khartoum, la capitale, les prix du blé en février de cette année étaient de 90 % plus élevés qu'un an plus tôt.
- Éthiopie : à Addis-Abeba, les prix du maïs ont doublé en 12 mois et ceux du blé ont bondi de 42 %.
- Ouganda : les prix du maïs en mars 2008 ont grimpé de 65 % par rapport à leur niveau de septembre 2007.
- Mozambique : dans la capitale Maputo, les prix du maïs en mars étaient de 43 % plus élevés qu'il y a un an.
- Autres pays touchés : Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Congo, Kenya, Madagascar.

Continent asiatique.

- Tadjikistan : en février, les prix du pain étaient deux fois plus élevés que ceux observés en février 2007.
- Arménie : le prix de la farine de blé a augmenté d'un tiers entre février 2007 et février 2008.
- Pakistan : plus d'un tiers des 56 millions de citoyens sont considérés comme vivant dans une

situation « d'insécurité alimentaire ».

- Philippines : les prix du riz ont augmenté de 50 % entre février et avril 2008.
- Sri Lanka : les prix du riz entre mars 2007 et mars 2008 ont été multipliés par deux.
- Bangladesh : augmentation du prix du riz de 66 % en un an.
- Autres pays touchés : Iran, Kazakhstan, Afghanistan, Chine, Népal, Corée du Nord, Viêt Nam, Indonésie.

Les chiffres de la crise alimentaire:

Population mondiale :

En 2008 : 6,5 milliards d'habitants.

Prévision pour 2050 : 9 milliards.

Nombre de pays touchés par la crise : 38.

Nombre de personnes sous alimentées dans le monde : 862 millions.

Prévision pour 2025 : 1,2 milliard de personnes pourraient souffrir chroniquement de la faim.

Consommation :

50 kilos : quantité de viande consommée chaque année en moyenne par un chinois (contre 20 kilos en 1985).

76 % : part du maïs américain utilisé pour l'alimentation animale.

16 : rapport de la consommation alimentaire totale des 20 % des pays les plus riches à celle des 20 % les plus pauvres.

Hausse des prix des céréales (entre mars 2007 et mars 2008) :

Maïs : + 31 %.

Riz : + 74 %.

Soja : + 87 %.

Blé : + 130 %.

Les causes de la crise alimentaire:

Augmentation de la demande alimentaire mondiale.

L'enrichissement croissant et en constante accélération de pays tels que l'Inde, la Chine ou le Brésil et la croissance démographique augmentent les besoins alimentaires mondiaux. Ces pays, consommateurs de viande, entraînent nécessairement une demande supplémentaire en céréales destinées au bétail. Pour produire 1 kg de bœuf, 7 kg de céréales sont nécessaires.

Bouleversement du climat.

Le réchauffement de la planète entraîne un dérèglement des phénomènes climatiques : ouragans (Amérique latine), sécheresse (Australie ou au Kazakhstan), inondations (Asie) ou hivers très rudes (Chine) mettent en péril les cultures.

Flambée du prix du pétrole et demande en biocarburants.

En raison de la crise financière, les matières premières deviennent les « valeurs refuge » des investisseurs. La spéculation sur les produits alimentaires et l'énergie renforce la flambée des cours. Le 27 mai 2008, le prix du baril de pétrole a franchi un nouveau record en s'élevant à 130 \$. Cette accélération a été précipitée par une baisse significative des stocks de brut et d'essence aux États-Unis, premier consommateur mondial de pétrole, alors que la Chine devrait voir sa demande de brut augmenter en raison de la poursuite d'une croissance à deux chiffres (+ 10,6 % au premier trimestre).

Face à la pénurie de pétrole de plus en plus forte, la demande en biocarburant, comme l'éthanol, a augmenté. Nombre d'agriculteurs américains ont délaissé les cultures destinées au secteur alimentaire pour cette filière plus rémunératrice. L'Union européenne veut incorporer 10 % de

biocarburants dans la consommation totale d'essence et de gazole d'ici à 2020. Plus le pétrole se fait cher et rare, plus la demande en biocarburant augmente et plus la production céréalière diminue, entraînant une hausse des prix des denrées alimentaires. Un véritable cercle vicieux se met alors en place.

Le problème de l'Afrique.

Données du problème : l'Afrique est aujourd'hui obligée, pour se nourrir, d'importer toutes ses denrées alimentaires. Pour se développer, elle a dû abandonner ses cultures vivrières au profit de culture d'exportation.

Les projections démographiques indiquent que sa population devrait plus que doubler dans les quarante prochaines années, passant d'environ 800 millions d'habitants aujourd'hui à 1,8 milliard en 2050. La population des villes africaines, la plus vulnérable à la hausse actuelle des prix, devrait quant à elle tripler en seulement deux décennies. Dans certains pays africains, la moitié des populations vit avec moins de 1 dollar par jour.

Face à l'envolée des cours, le continent africain ne peut plus se permettre de laisser son déficit commercial agricole s'accroître. Non seulement parce que les prix seront durablement élevés, mais aussi parce que la disponibilité des produits sur le marché international n'est plus assurée si les pays producteurs réduisent leurs exportations pour garantir leur propre sécurité alimentaire.

Solutions : pour se prémunir de crises alimentaires endémiques, l'Afrique devra donc compter sur son propre potentiel agricole. Elle doit transformer le défi de la hausse des prix en une chance pour son développement économique. Avec des produits importés de plus en plus chers, les prix des produits africains vont redevenir attractifs. Les villes du continent devront davantage se tourner, pour leur approvisionnement, vers les marchés locaux, nationaux et régionaux.

Deux conséquences de la crise.

En raison de la flambée des prix des céréales, le Kazakhstan, cinquième exportateur mondial de blé, a décidé d'un moratoire sur ses exportations jusqu'au 1^{er} septembre 2008.

Troisième producteur mondial de riz (et premier consommateur), l'Indonésie a pris la décision de contrôler strictement ses importations et exportations, pour ramener le calme sur son marché, certains producteurs étant tentés d'exporter en raison de l'envolée des prix. L'export sera de nouveau autorisé lorsque les stocks dépasseront les 3 millions de tonnes, suivant la nouvelle loi. Selon, Mustafa Abubakar, directeur du Bureau de la logistique : « Il vaut mieux insister d'abord sur les besoins alimentaires basiques de notre population ».

Quelles solutions ?

Le défi de l'O.N.U.

Selon le Fond international de développement agricole (F.I.D.A.), une agence de l'O.N.U., pour chaque augmentation de 1 % du prix des denrées de base, 16 millions de personnes supplémentaires sont plongées dans l'insécurité alimentaire. Parmi les pays en première ligne : l'Érythrée, la Sierra Leone, Madagascar, Haïti, la Géorgie, le Burundi ou le Zimbabwe.

L'O.N.U. s'est engagé à aider les gouvernements touchés à trouver « les bonnes réponses ». Cela doit passer par l'adoption d'une position claire sur la question de la reconversion de terres agricoles pour produire des biocarburants. Cette tendance nouvelle a été qualifiée de « crime contre l'humanité », en octobre 2007, par Jean Ziegler, alors rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation, mais ni l'O.N.U. ni ses agences humanitaires ou environnementales n'ont adopté de position définitive sur la question.

Le « Programme alimentaire mondial ».

Présent dans 80 pays, le Programme alimentaire mondial (P.A.M.) est l'agence humanitaire la plus importante au monde et joue un rôle essentiel concernant la sécurité alimentaire. Il a aidé près de

88 millions personnes dans 80 pays dans le monde en 2006. En raison de la hausse des prix de la nourriture et du carburant, le P.A.M. estime maintenant avoir besoin d'au moins un demi-milliard de dollars de plus que prévu pour assurer les coûts de ses projets approuvés pour 2008 (375 millions de dollars pour les vivres et 125 millions de dollars pour le transport). Cette somme viendrait s'ajouter aux 2,9 milliards de dollars nécessaires pour répondre aux besoins pour 2008 (selon les estimations du P.A.M. de l'année dernière).

Le P.A.M. travaille activement pour éviter de devoir réduire les rations ou le nombre de personnes à nourrir. Il tente de mobiliser l'attention et le soutien du monde entier, en coopération avec les gouvernements, le secteur privé et les particuliers, pour éviter d'avoir à prendre de telles mesures.

Réactions de personnalités politiques.

Jacques Chirac : dans le journal *le Monde* daté du 16 avril 2008, l'ancien président de la République estime que l'agriculture vivrière des pays pauvres doit être réhabilitée. Elle doit être encouragée et protégée « contre une concurrence débridée des produits d'importation qui déstabilisent l'économie de ces pays et découragent les producteurs locaux ». Il s'agit d'apporter des financements innovants et stables au développement.

Il est vital, selon lui, de maintenir l'effort d'aide publique au développement et de respecter l'objectif de 0,7 % du P.I.B. Jacques Chirac a ajouté que la contribution des financements innovants au développement des pays les plus pauvres sera une des priorités de sa fondation (Fondation Jacques Chirac pour le développement durable et le dialogue des cultures).

Dominique Strauss-Kahn : le directeur du Fonds monétaire international (F.M.I.) appelle les gouvernements à intervenir conjointement pour endiguer une aggravation de la crise économique mondiale qui semble inévitable. Pour le directeur du F.M.I., il faut amener les gouvernements des pays de la zone euro et des États-Unis à reconnaître la nécessité d'une intervention publique, réclamée déjà par nombre d'experts et d'institutions internationales.

José Bové : le militant altermondialiste a demandé lundi 14 avril 2008 que les Nations unies débloquent des moyens financiers pour une « aide alimentaire d'urgence » en faveur des pays qui font face aux pénuries de denrées alimentaires. Il estime qu'il faut « développer les projets agricoles pour permettre aux pays de ne pas être dépendants du marché international », et se dit favorable à une « organisation des prix mondiaux des céréales » afin de « contrôler les prix alimentaires », pour que ce ne soit pas « la spéculation qui définisse les prix des denrées de base »